persée

Politique étrangère

La France et le sionisme en Palestine

Robert Montagne

Citer ce document / Cite this document :

Montagne Robert. La France et le sionisme en Palestine. In: Politique étrangère, n°3 - 1945 - 10ᵉannée. pp. 241-272;

doi : 10.3406/polit.1945.5563

http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1945_num_10_3_5563

Document généré le 21/04/2016

BY: creative commons

LA FRANCE ET LE SIONISME EN PALESTINE

Nous nous efforcions ici même, il y a sept ans, de rechercher dans quelles conditions pouvait s'exercer en Palestine l'effort des puissances pacifiques pour apaiser le conflit judéo-arabe (1). Aujourd'hui, la tâche qui s'offre dans les mêmes lieux aux hommes de bonne volonté s'est prodigieusement compliquée. La lutte des deux nationalismes, sioniste et arabe, a pris un caractère de gravité plus aigu que par le passé, et la rivalité des trois grands impérialismes se donne libre cours sur ces terres qui sont devenues à la fois les plus riches du monde par leurs ressources en pétrole, et aussi les plus redoutables par les germes des conflits qui s'y multiplient, au point de devenir un danger menaçant pour la paix des nations.

La France, chassée de ses positions séculaires au Levant par les impatiences ou les calculs imprudents de l'impérialisme britannique, pourrait avoir la tentation de détourner les yeux avec lassitude du conflit judéo-arabe de Palestine, qu'elle n'a ni préparé ni entretenu. Mais il ne serait pas digne de notre passé, à l'égard des musulmans, des chrétiens et des juifs, de demeurer indifférents devant un problème à la solution duquel l'humanité tout entière est intéressée. Adopterions-nous cette attitude par découragement que, sur nos territoires mêmes, les événements nous contraindraient à prendre position. Il suffit de rappeler qu'en Afrique du Nord vivent pacifiquement sous notre autorité ou notre protection 400 000 juifs au milieu de 16 millions de musulmans. En France même, nos Français israélites sont, à nos yeux, incorporés pour toujours dans la nation, et la création d'une nation juive en Palestine pourrait indirectement affecter leur statut.

La Palestine à la veille de la guerre.

Une immigration juive massive en Palestine, causée par les persécutions nazies en Europe centrale, avait, avant la guerre, profondément transformé

(1) « Pour la paix en Palestine », *Politique étrangère*, août 1938.

Persée creative commons

l'allure du sionisme, qui, dans la décade antérieure, était alimenté surtout par une émigration, une *aliya*, d'origine polonaise, ukrainienne et roumaine. De 1930 à 1939, 180 000 nouveaux arrivants provenaient des pays placés sous l'influence de l'Axe et le flot ne cessait de déferler sur cette petite enclave de terre, riche en souvenirs, mais pauvre en ressources naturelles. En 1939, 40 000 nouveaux venus parvenaient encore sur la terre d'Israël. Cependant le pays, déjà transformé par les efforts antérieurs, était préparé à les recevoir. Tandis que l'augmentation de population s'élevait à 70 p. 100, la production agricole croissait en même temps de 44 p. 100 et le développement industriel de 64 p. 100. Le rythme des entrées était toutefois devenu trop rapide. Dans les années qui précédaient la guerre, il existait 18 000 chômeurs sans travail et, à Tel-Aviv, 50 000 personnes assistées. On sentait cependant partout une ardente volonté de construire. Durant la période de troubles — de 1936 à 1939, — alors que plusieurs dizaines de bandes arabes armées parcouraient le pays et attaquaient les isolés, cinquante-quatre nouvelles colonies s'établissaient sur le sol. Les *Haloutzim*, les colons, venaient prendre possession de leur nouveau domaine en pleine nuit, creusant des tranchées, dressant des palissades et hissant au sommet d'une plate-forme un projecteur destiné à fouiller l'horizon pour rendre impossibles tous les coups de main de l'ennemi. Dans cet immense effort collectif se trempaient les énergies, et c'est avec plus d'ardeur que les sionistes demandaient alors la reconnaissance de l'État juif dans les limites de la Palestine tout entière.

La Grande-Bretagne, cependant, sensible aux réactions hostiles qui se développaient dans le monde de l'Islam, favorisées par la propagande antijuive de l'Allemagne et de l'Italie, inclinait de plus en plus vers des solutions d'extrême prudence. Les projets de stabilisation se succédaient, toujours plus parcimonieux, pour l'avenir du Home national juif. Au plan établi par la commission de Lord Peel, qui avait proposé le partage du pays de manière à constituer un minuscule État juif, avait succédé le plan compliqué de la commission Woodhead, qui divisait le pays en cinq ou six zones distinctes et de statuts différents. Enfin, en mars 1939, un Livre Blanc avait été publié qui mettait fin provisoirement à l'incertitude, mais dans un sens qui apaisait les inquiétudes arabes et brisait l'espoir du sionisme. Le nombre des sionistes admis à résider en Palestine ne devait pas dépasser la proportion de 33 p. 100 de la population totale ; en face d'un million de musulmans et de 100 000 chrétiens, il ne pouvait donc s'établir que 550 000 juifs ; 75 000 certificats d'immigration seulement restaient à attribuer pour parvenir à cette proportion, pour une durée de cinq ans. Ultérieurement, l'immigration dépendrait de la bonne volonté des Arabes. L'achat des terres par les juifs était interdit, sauf dans quelques zones pauvres et sans impor-

tance. Le gouvernement britannique s'engageait, dans un délai de dix ans, à créer un gouvernement autonome, lié à l'Empire par un traité, au sein duquel arabes et juifs seraient équitablement représentés. Les peuples arabes d'Orient, d'abord méfiants, crurent pouvoir considérer cette décision comme posant les termes d'un règlement définitif du conflit, sans qu'à leurs yeux le statut futur d'une Palestine arabe pût désormais légitimement être remis en discussion. Il n'est pas de doute que, parmi les sionistes, la désillusion ait été grande. Ils dénoncèrent la violation formelle des engagements internationaux. C'est seulement en raison de la gravité de la situation internationale que l'expression de leur mécontentement put être atténuée et disciplinée par les chefs de l'Agence juive.

Le Home national juif pendant la guerre.

Les événements de la guerre devaient se charger de modifier considérablement les positions respectives des sionistes et des arabes.

Par prudence, les autorités britanniques allaient appliquer avec une extrême rigueur les règles d'immigration fixées par le Livre Blanc. Il semble même que toute considération d'humanité ait, par moment, disparu devant le souci de ne pas déterminer des réactions hostiles dans l'Islam oriental, en accueillant trop libéralement en Palestine les misérables réfugiés qui avaient pu, par miracle, échapper aux persécutions hitlériennes. C'est ainsi qu'en 1944, à l'échéance prévue par le Livre Blanc, 30 000 certificats d'immigration restaient encore à distribuer. Cependant, l'arrivée de groupes d'enfants orphelins et des lamentables débris des juiveries de Pologne, de Roumanie et de Tchécoslovaquie, suscitait dans tout le *Yichouw*, la communauté juive de Palestine, une profonde émotion et avivait encore les liens de solidarité des sionistes avec la diaspora tout entière. C'est avec indignation que l'on commentait les drames des bateaux *Patria* et *Strouma* qui, chargés de réfugiés sans permis d'immigration, avaient été repoussés par les autorités britanniques et avaient disparu dans un sabordage ou un torpillage. Des immigrés clandestins capturés étaient déportés à l'île Maurice. L'Angleterre justifiait cette rigueur, souvent inhumaine, par l'absolue nécessité dans laquelle elle se trouvait de ne pas permettre à l'agitation antijuive de troubler l'équilibre précaire du Proche-Orient, à l'instant même où les armées de l'Axe tentaient de forcer les portes de l'Égypte ou appuyaient une révolte en Iraq. Il faut convenir que jamais l'Empire britannique en Orient n'avait encouru si grand danger et l'on peut comprendre, sinon excuser, la dureté d'une règle qui a peut-être contribué à assurer le salut commun, en un temps où l'équilibre des forces pouvait être détruit

par le moindre mouvement inopportun. La récompense du sionisme fut la victoire de la 8e armée.

Pendant les trois premières années de guerre, les progrès de la Palestine se poursuivaient en utilisant les ressources humaines de l'immigration des années précédentes. On peut noter qu'en 1942, 154 000 sionistes vivent de la terre, dans les colonies capitalistes de la côte ou les villages collectivistes ou socialistes de l'intérieur. Dans une centaine de villages communautaires, 30 000 colons défrichent, construisent et mettent en valeur. Cent autres villages vivent sous le régime « socialiste » de l'association agricole Déjà s'ébauche la colonisation des terres lointaines du sud et un village communautaire s'établit à Achloudj, près de la frontière d'Égypte, annonçant ainsi par sa présence le développement d'un immense projet de mise en valeur du désert. Près de la mer Morte, des pionniers qui ont lavé la terre pour en dissoudre le sel font surgir d'étonnantes récoltes de primeurs et de légumes. De 1939 à 1942, le volume des eaux distribuées à l'irrigation passe d'un million à six millions de mètres cubes. En 1942, la production fermière s'est accrue, en quantité, par rapport à celle de 1939, de 45 p. 100. Il n'est plus alors de chômeurs ni de personnes assistées ; toute la Palestine juive est au travail et devient le grenier économique des armées britanniques. Elle en est aussi l'arsenal, car les progrès de l'industrialisation sont bien plus importants encore. En trois années, le nombre des employés des firmes industrielles passe de 38 000 à 60 000. Dans l'industrie chimique, il s'élève de 2 000 à 3 380. Les ateliers de toute nature reçoivent des commandes et exécutent pour l'armée des travaux dont le prix s'élève, en 1942, à 3 millions de livres palestiniennes. Les forces du Proche-Orient sont habillées de tissus fabriqués sur place; les produits pharmaceutiques pourvoient non seulement aux besoins de l'armée, mais à ceux de l'Égypte, de la Syrie et du Liban. On voit se créer des industries nouvelles ; la taille du diamant va occuper, en pleine guerre, 4 000 ouvriers, et il sera livré annuellement pour 3 millions de livres palestiniennes de diamants taillés. Les pêches industrielles, inexistantes avant la guerre, satisfont à 25 p. 100 de la consommation locale.

A partir de 1942, la mobilisation, toujours plus importante, va freiner, il est vrai, le développement économique. 30 000 hommes et femmes s'engageront dans les formations militaires, contre 7 000 arabes seulement, et 15 000 proviennent des colonies collectivistes, les plus énergiques et les plus ardentes. Pendant quatre ans, il est vrai, il leur faudra servir sous le nom de « palestiniens » et non de juifs. Mais les sionistes se distingueront dans les formations de pionniers de la 8e armée, ou de mécaniciens des chars de combat, dans les équipes de camouflage, dans l'*Air Force*, dans les commandos de débarquement de Tobrouk, dans le dragage des mines.

C'est un sioniste, le brigadier Kish, qui est placé à la tête du corps d'ingénieurs-mécaniciens de la 8e armée, et il tombera dans l'action, en Tunisie. Enfin, en mars 1945, la ténacité juive trouve sa justification, lorsque le commandement interallié accepte la création d'une brigade juive qui combattra *sous son drapeau*. Le général de brigade, E.-F. Benjamin en prendra le commandement et la brigade juive s'illustrera dans les combats d'Italie, avant d'entrer, pleine de fierté, en Allemagne même. Dans tous les pays traversés, les soldats de la brigade juive seront les propagandistes les plus efficaces du sionisme et prodigueront leurs efforts pour enseigner à leurs malheureux compatriotes de l'Europe les premiers rudiments d'hébreu moderne afin qu'ils se préparent, eux aussi, à rejoindre la terre d'Israël.

Dans leur zèle, les soldats de la brigade juive cherchent aussi à augmenter leur nombre par des engagements suscités sur place, au hasard de leur avance. Cette création suscitera tant d'enthousiasme à grande distance, qu'elle éveillera de tous côtés des vocations parmi les réfugiés, même jusqu'au sein des juiveries les plus endormies de l'Orient, comme celle du Maroc.

En même temps que s'affirme sur place le sionisme, les partis politiques de gauche prennent une importance plus grande dans la conduite des affaires. Le *Labour Party* vient en tête avec 37 p. 100 de voix, le *Radical Labour* a 22 p. 100, et un parti religieux, *Mizrachi*, dont la tendance est nettement orientée vers la gauche, apporte 14 p. 100. La Confédération nationale du Travail, l'*Histadrouth*, réunit 150 000 membres. La production, le commerce, la distribution, la réparation de l'outillage même dépendent de grandes coopératives : Nir, Tnuva, Yakin, Hamachbir. Enfin, en marge de ces partis qui collaborent avec l'Agence juive et de ces organisations économiques aux tendances nettement socialistes, subsiste un grand parti, la Nouvelle Organisation Sioniste, N. Z. O, héritière de l'ancien parti révisionniste de Jabotinsky. Ses forces, non dénombrées, puisqu'elles ne s'associent pas au pouvoir, sont évaluées à près de 30 p. 100 de l'ensemble.

A la tête de l'Agence juive, M. Ben Gourion, dont l'action est plus énergique peut-être que celle du docteur Weizmann, cherche à échapper aux critiques que multiplient de nombreux sionistes de Palestine contre leurs dirigeants, jugés presque toujours trop timides. La doctrine de colonisation s'est d'ailleurs modifiée. Il ne s'agit plus tant, comme par le passé, d'acheter des terres aux arabes, que de mettre en valeur des terres incultes, jusque dans le désert et au voisinage des dunes côtières, ou dans les bas-fonds voisins de la mer Morte. La mise en valeur des terres du Negeb, établie par M. W.-C. Lowdermilk, ingénieur de la *Tennessee Valley Authority*, est la meilleure formule de colonisation qu'invoquent aujourd'hui les

sionistes, et l'on peut déclarer sans erreur qu'il ne s'agit plus pour le sionisme de s'emparer de telles parties de la terre palestinienne : la vivification des terres mortes ainsi conçue n'est pas de nature à porter ombrage à la population arabe. Les sionistes peuvent affirmer désormais que, s'ils sont disposés à aider les arabes, ils peuvent aussi les ignorer. Une attitude de collaboration prévaut cependant et soixante-dix écoles de la communauté juive ont créé des cours d'arabe pour les colons.

Tous ces progrès se traduisent par un affermissement de la conscience d'Israël, revenu prendre sa place sur « sa terre ». De plus en plus, en manifestant sa force, on s'affranchit du complexe d'infériorité. La nouvelle génération regarde droit devant elle. Elle n'a pas peur de combattre. Elle élimine les modérés, ceux qui cherchent des solutions de longue conciliation et qui semblent douter de l'avenir de l'État juif. C'est ainsi que le Dr Magnes, chancelier de l'Université hébraïque de Jérusalem, bien connu dans le monde anglo-saxon par les propositions d'entente avec les arabes qu'il a publiées à diverses reprises, doit laisser sa place à un sioniste plus ferme. Les organisations de *self-defense* sont prospères dans les villages, et l'une d'elles, la Haganah, plus ou moins clandestine, qui a d'ailleurs reçu des armes de l'armée britannique pour défendre éventuellement le pays en cas d'avance allemande, réunirait, dit-on, 70 000 membres. En marge du sionisme officiel, la N. Z. O. agite les organisations de jeunesse, dont certaines, comme le *Betar*, agissent à longue distance, dans la diaspora, préparant les *aliya* nouvelles dans lesquelles se préparent à entrer de jeunes nationalistes intransigeants qui sont de véritables apôtres. Enfin, il apparaît des formations terroristes juives à l'extrême-gauche des partis, dont l'existence est à la fois un témoignage de volonté et un signe de faiblesse politique. Le groupe des « combattants pour la libération d'Israël », *Lohamé Cheruth Israël*, souvent appelé groupe Stern au nom du terroriste qui l'a fondé en 1942, rassemble 300 conspirateurs d'un courage à toute épreuve, prêts à participer aux attentats les plus audacieux contre ceux qu'ils regardent, à tort ou à raison, comme les ennemis du sionisme. L'organisation militaire nationale juive, *Irgun Zevai Leumi*, avec ses 4 000 participants, déjà utilisée officiellement en 1942, se donne comme une sorte de formation militaire juive, qui, régulièrement, a « déclaré la guerre à l'Angleterre » depuis 1944 et publie des bulletins d'opérations chaque fois que « ses troupes » ont attaqué les locaux de l'administration palestinienne. Lorsqu'on capture ces terroristes ou ces partisans du maquis palestinien en uniforme, ils se refusent avec hauteur à reconnaître l'autorité mandataire. Ils plaident eux-mêmes devant les tribunaux, sans avocats, leur cause désespérée. C'est celle de la nation juive, pour laquelle ils accomplissent des crimes, et à laquelle ils donnent leur vie avec héroïsme et sans regret.

Certes, au cours de ces six années, le Home national juif est resté ce qu'il était : une construction juridique imparfaite dont les nations refusent de reconnaître définitivement l'existence, ne lui donnant pas le nom qu'il estime cependant mériter, celui d'État national juif. Mais si l'État n'existe pas en droit, dans les textes, peut-on dire qu'il ne se soit pas constitué *en fait*? Il a son drapeau, ses armées, sa langue, ses partis politiques, ses héros, son économie, ses tendances sociales. Qu'on le veuille ou non, d'immenses progrès ont été accomplis. Et même si, comme on le dit, la prospérité de la guerre est trompeuse, une grande part de l'œuvre accomplie constituera demain une base solide pour de nouvelles créations, que, sans jamais se lasser, le sionisme s'efforce d'imaginer et qu'il entreprend de réaliser sans douter de son avenir.

Les plans d'avenir du sionisme.

La guerre et les tragiques événements qui ont atteint les juifs dans le monde ont modifié d'une manière sensible les plans d'avenir que pouvait faire, il y a sept ans, le sionisme. La destruction complète d'une grande parti de la diaspora d'Europe modifie, en effet, considérablement l'équilibre interne du judaïsme mondial, en même temps qu'elle avive la force des sentiments qui poussent les juifs malheureux à chercher asile sur la terre des ancêtres. Ici encore, il faut tenir compte des changements survenus, en s'efforçant de juger avec objectivité.

Les pertes humaines sont immenses, si tragiques, qu'on a peine à les imaginer (1). Disparue, l'énorme masse juive de Pologne de 3 millions et demi d'habitants qui ne laisse plus sur place que 300 000 survivants sans ressources. Encore ceux-ci sont-ils poursuivis par une haine tenace que le nazisme a inculquée aux peuples qu'il a dominés. La proportion des victimes est la même en Tchécoslovaquie, où l'on ne compte plus que 40 000 juifs sur 350 000. Il en va de même, dans une moindre proportion, il est vrai, en Roumanie, mais, en Grèce, la ruine est totale, puisqu'on ne compte plus que 1 200 âmes dans l'antique colonie de Salonique de 80 000 âmes. L'heureuse juiverie de Hollande a perdu 75 p. 100 de ses membres et la Norvège a subi un traitement identique. Il resterait en Allemagne 140 000 réfugiés de provenances diverses, dont beaucoup achèveraient de mourir dans des camps de concentration qui n'ouvrent leurs portes qu'avec difficultés sur un monde hostile. Que dire de ces nombreux juifs persécutés qui, pour en finir, abandonnent leur religion? L'exemple du grand rabbin de

(1) On les évalue à 5 700 000.

Rome demandant le baptême avec 6 000 de ses frères n'est-il pas un témoignage d'affaiblissement d'une communauté dont les malheurs sont tels qu'ils lui font perdre la foi dans sa mission? Un million de juifs de l'Europe orientale, il est vrai, ont trouvé refuge en Russie. Mais nous verrons qu'eux aussi semblent perdus, et peut-être à jamais, pour le nationalisme juif. Reste l'Europe occidentale — l'Angleterre et la France — réservoirs de moindre intérêt, puisque les juifs y sont heureux. On peut y joindre, il est vrai, les 400 000 juifs d'Afrique du Nord, sur lesquels le sionisme commence à jeter un regard attentif. Mais l'espoir d'Israël, ce sont les six millions de juifs fixés en Amérique. Parvenus souvent à d'enviables situations sociales, riches, entreprenants, ce sont eux qui pourront dans l'avenir, imagine-t-on en Palestine, soutenir de toutes leurs forces économiques la grande entreprise dont le peuple juif dispersé rêve depuis deux mille ans. Fait dont on ne saurait sous-estimer l'importance : en trente ans, le point d'appui du sionisme dans la diaspora s'est déplacé d'est en ouest. De 1911 à 1930, les pauvres juiveries de Russie et d'Europe orientale ont fourni à la Palestine les quatre cinquièmes de ses colons. De 1930 à 1940, l'Europe centrale a donné des ingénieurs et des techniciens. Ce serait au tour de l'Amérique d'envoyer des hommes d'affaires et des bailleurs de fonds.

L'occasion est plus favorable que jamais, affirme-t-on dans les congrès sionistes, pour entreprendre le dernier effort. Israël n'est-il pas menacé de périr par la destruction des corps et la capture des âmes? Les nations sont aisément oublieuses de toutes les souffrances des victimes du nazisme. Aussi le temps est-il bref, pendant lequel on pourra émouvoir la conscience universelle en faisant appel à des sentiments d'humanité. Demain, les souvenirs du passé seront abolis et l'on ne songera plus qu'aux intérêts matériels, aux difficultés politiques. De nouvelles raisons seront alors invoquées pour passer sous silence les services rendus par les juifs à la cause commune.

La première tâche est assurément de rassembler en Palestine tous les juifs d'Europe, réfugiés et apatrides, que personne ne veut accueillir. L'Amérique, défendue par ses lois d'immigration, n'est pas désireuse de les recevoir et ne saurait s'opposer à leur venue en Eretz Israël. Les premiers rapports adressés au président des États-Unis par des commissions d'enquête en Allemagne auraient montré l'ardent désir de départ qui animeraient les survivants du nazisme. D'ailleurs, tous les autres projets de recasement évoqués lors de l'inefficace conférence d'Évian en 1937 ou au cours de celles des Bermudes, en 1943, n'ont-ils pas également échoué? Personne ne veut des apatrides, ni en Guyane, ni à Saint-Domingue, ni à Madagascar, ni même en Australie, où l'on n'accueillera pas de minorités nationales, mais seulement des immigrants qui se fondraient dans la masse. D'aucuns ont, il est vrai, affirmé qu'à la paix beaucoup de juifs allemands

qui ont trouvé à Tel-Aviv un refuge relativement confortable, se hâteraient de retourner dans leur pays d'origine. Il y aurait aussi en Palestine beaucoup de mécontents et de sceptiques. Mais il est bien difficile de comprendre comment des personnes souvent âgées, très attachées à une vie matérielle facile, reviendraient soudain, par héroïsme, dans les villes ruinées d'Allemagne, pour tenter de s'y refaire leur vie facile d'autrefois. Leurs fils ont appris l'hébreu moderne et se considèrent déjà comme des citoyens palestiniens. Les *Go-Backers*, comme on les appelle à Tel-Aviv, seront, sans doute, bien peu nombreux, et leur départ, s'il se produit, ne causera nulle gêne au développement du sionisme : des volontaires ardents les remplaceront.

Dans de telles circonstances, il n'est aucun sioniste de Palestine qui n'attende l'arrivée de centaines de milliers d'immigrants qui viendraient participer à la tâche commune. Tous, sans distinction de partis, pensent que, dans un délai plus ou moins long, la Palestine entière sera conquise, tandis que commencera une expansion industrielle ou commerciale qui attachera solidement Eretz Israël aux territoires voisins du Proche-Orient. C'est seulement dans la prudence plus ou moins grande des calculs que des divergences se font jour et non pas dans les plans eux-mêmes.

Nous avons cité l'un des projets les plus concrets, celui qu'a préparé le Dr Lowdermilk, ingénieur de la *Tennessee Valley Authority*, élaboré pour la mise en valeur des terres du sud. Dans le Negeb, en captant les eaux du Jourdain amenées par pipe-line de 400 kilomètres de distance, on irriguerait 750 000 hectares qui feraient aisément vivre 400 000 colons. Les cadres destinés à préparer cette gigantesque entreprise de la *Jordan Valley Authority* existent sur place et, fait vraisemblablement unique dans les annales de la mise en valeur, l'effort humain accompagnerait sans difficultés, précéderait même, celui des techniciens. Un canal qui réunirait la Méditerranée à la mer Morte donnerait à la Palestine modernisée des réserves hydro-électriques indéfinies. Le crédit de 100 millions de livres sterling que possède à Londres le sionisme, grâce à l'effort de guerre, serait mobilisé pour l'équipement.

Ce premier apport de colons, qui devrait être autorisé en violation des prescriptions du « Livre Blanc », remettrait d'ailleurs en question le statut du Home national. Les plus modérés, représentés par le parti *Hachomer Hatzair*, accepteraient l'existence d'un État binational, mais sans limitation préalable apportée à l'immigration juive. Les partisans du Commonwealth, avec M. Ben Gourion, soutenus par le parti ouvrier palestinien, le M. A. P. A. Y., ne laisseraient en fait aux arabes qu'une position de minoritaires, selon le programme dit de Biltmore. La Nouvelle Organisation Sioniste va beaucoup plus loin et imagine une immigration torrentielle de

3 ou 4 millions de juifs qui coloniseraient aussitôt la Transjordanie. Pour tous, Jérusalem, la ville sainte, serait aussi la capitale. « S'il nous fallait choisir, disait un des chefs du sionisme, il y a deux ans, entre la Palestine sans Jérusalem et Jérusalem sans la Palestine, c'est Jérusalem que nous prendrions. » En même temps, se poursuit avec ténacité la prospection de zones plus lointaines de l'Orient qui pourraient elles aussi, sait-on jamais, recevoir des colons. La plaine marécageuse de l'Amouk, près d'Antioche, la haute Djéziré, les montagnes du sud du Liban proches de la Galilée, les terres du Hauran ont été étudiées avec soin. On affirme que, sur les frontières du nord, les achats de terres se poursuivent dans le secret.

Souvent, des appels sont adressés aux arabes pour leur faire comprendre tout ce que l'esprit moderne du sionisme peut apporter de ressources aux grands projets politiques d'unité ou de la Grande Fédération arabe. » « Votre pauvre Palestine, leur dit-on, ne représente guère que 2 p. 100 des pays d'Orient que la nature vous a donnés. L'Arabie ne fait vivre que 15 millions d'habitants, alors qu'elle en nourrirait aisément 100 millions, si la technique moderne était mise à votre disposition. Dans cette collaboration, nous apporterions notre intelligence et nos machines. Vous en auriez tous les profits. Peut-être vous paraîtrait-il alors possible, plus tard, de vous rassembler sur ces rives prodigieusement riches de l'Euphrate et du Tigre, qui ont été, il y a trois millénaires, les greniers du monde. » Suggestions qui, pour l'instant, ne recueillent que mépris et n'engendrent que menaces.

Certains ajoutent, comme le Dr Magnes, que, dans le cadre plus étroit de la « Grande Syrie » qui unirait le Liban, la Syrie proprement dite, la Palestine et la Transjordanie, les juifs, même renforcés par une immigration substantielle, ne formeraient plus qu'un groupement relativement peu nombreux, plus facile à accepter que dans les étroites limites palestiniennes.

Même les chefs les plus perspicaces du département politique de l'Agence juive ne semblent pas avoir peur, à certains moments, d'évoquer eux-mêmes cette Unité arabe que leurs adversaires dressent devant eux comme un spectre menaçant. « Les États arabes, individuellement, sont si faibles, disent-ils, que leur entente ne peut représenter une force agissante. Zéro plus zéro égale zéro. Par contre, les profits que retireraient les arabes d'une collaboration avec nous sont si importants qu'ils ne pourraient que nous laisser agir, si le fanatisme ne s'en mêlait et si les grandes puissances ne venaient compliquer nos tractations avec eux. Laissez-nous en tête à tête avec les princes, avec les rois, avec les chefs des grands partis politiques, que nous connaissons mieux que vous, avec les bourgeois avides, avec les propriétaires féodaux désireux de vendre leurs terres, et tout ira bien. »

Et comme Israël, dès qu'une réussite partielle couronne ses efforts, se laisse aisément aller à des rêves démesurés, certains sionistes évoquent le jour glorieux où un État juif, définitivement établi au flanc des pays arabes, groupant 3 ou 4 millions d'habitants, solidement défendus par leur force économique et militaire, servirait de point d'appui à la diaspora tout entière. Un article de Dorothy Thompson, reproduit avec enthousiasme dans des revues juives, en 1944, va jusqu'à comparer la construction qui serait ainsi édifiée à une sorte de réplique de l'Empire britannique, comme si les fragiles éléments qui constituent la diaspora présentaient la moindre analogie avec les robustes dominions. Comment, dès lors ne voit-on pas que par là-même le sort des « juifs heureux », adoptés dans les pays libéraux de la diaspora serait aussitôt remis en cause et qu'une fois de plus, le problème juif dans le monde entier se trouverait posé de telle manière que de nouveaux malheurs engendreraient une dispersion plus cruelle encore que celles du passé?

La réalisation, partielle ou totale, de ces espoirs suppose tout d'abord un accord avec la Grande-Bretagne et l'annulation du « Livre Blanc ». Or, il faut bien le dire, depuis 1943, chaque mois qui s'écoule rend plus improbable une large collaboration de l'Empire britannique, selon les plans nouveaux établis par le sionisme. Les leaders de l'Agence juive, aussi bien que le *Times*, parlent encore, au lendemain de la prise de la Tunisie, d'une étroite coopération et d'une reconnaissance des titres de guerre éclatants que peuvent invoquer les juifs de Palestine. Mais les incidents du Liban, en novembre 1943, ont été le signe d'une évolution de la politique impériale de la Grande-Bretagne dans le sens panarabe, dont on ne peut affirmer, d'ailleurs, qu'elle ait été prudente. Les hauts fonctionnaires coloniaux du Proche-Orient sont alors plus écoutés et rendent le cabinet de guerre britannique plus sensible aux inconvénients, dans le monde de l'Islam, d'une politique favorable au sionisme. C'est alors qu'apparaît, en réaction, le terrorisme palestinien qui, pendant toute l'année 1944, multipliera les coups de main contre les bâtiments de l'administration. Les attentats seront dirigés contre les plus hautes personnalités, pour frapper l'esprit public. Le haut commissaire, Sir Harold Mac Michael, échappe de justesse à la mort sous les balles d'une bande de combattants du groupe Stern. Lord Moyne, membre du cabinet britannique, résident au Caire, moins heureux, tombe, en novembre 1944, sous les coups de fanatiques qui se laisseront condamner par la justice égyptienne sans rien révéler de l'organisation qui a dirigé leur geste. Certes, les dirigeants et une grande partie de la population juive de Palestine se désolidarisent de ces gestes. Mais ceux-ci expriment, sous une forme violente, le sentiment d'aversion suscité par la politique britannique, demeurée attachée à l'observation rigoureuse des

règles du Livre Blanc. Le judaïsme ressent aussi comme une injustice intolérable, à la conférence de San-Francisco, l'absence d'une représentation nationale juive, à l'heure où il est cependant encore facile de mettre en balance la part des uns et des autres dans la conduite de la guerre. La conférence juive internationale, qui se tient à Londres en février 1945, exprime ses impatiences et ses rancunes. Elle exige, avant tout, l'entrée en Palestine de 100 000 réfugiés et l'abrogation du Livre Blanc, l'attribution aux juifs de réparations allemandes, destinées au Foyer juif, enfin la reconnaissance de l'État juif.

Les résistances locales en Palestine.

Le développement du Home national juif avait suscité, dans la période 1936-1939, de furieuses réactions de la part des éléments arabes, musulmans et chrétiens, de la population locale, en raison même de l'importance massive de l'émigration. Ces réactions ont été partiellement atténuées pendant la guerre, tout d'abord en raison de la solide occupation militaire britannique et aussi, il est permis de le penser, par suite du ralentissement considérable de l'immigration, maintenue dans des limites inférieures à celles qu'avait fixées le Livre Blanc (1). Il n'en est pas moins intéressant d'observer quel a été, au cours de cette période de calme relatif, le comportement de la population arabe, cependant que le sionisme réalisait sur place, grâce à sa vitalité propre, les progrès dont nous venons de dire l'importance.

Comme avant la guerre, un observateur attentif enregistre parmi la population arabe quelques modestes progrès, qui sont encouragés, soit par l'exemple des sionistes, soit par l'administration tutélaire du mandat britannique. Dans les villages arabes, les ruches modernes font leur apparition, les poules de race, élevées au hasard il est vrai, se multiplient, la population est mieux habillée que par le passé, les boutiques des villes sont mieux disposées et prennent un aspect moderne. Une petite ville comme Naplouse s'est reconstruite sur les ruines laissées par le tremblement de terre de 1927 et fait figure de capitale arabe, où règne un esprit nationaliste qui n'est pas exclusif de progrès intellectuels et sociaux. En face de Jérusalem conquise à nouveau par Israël, l'antique Sichem redevient une fois de plus une capitale dissidente, mais ici sous la direction de l'arabisme. On peut, d'autre part, noter comme signes de progrès le fonctionnement normal d'une

(1) L'immigration pendant la période de guerre a été de 35 098 pour 1939, 10 793 pour 1940, 6 015 pour 1941, 4 977 pour 1943, 15 171 pour 1944. Compte tenu de l'accroissement normal et des entrées illégales, la population juive s'élève à la fin de 1945 à 610 000 âmes.

usine de tissage dirigée par un technicien hongrois et le succès d'une école rurale à Doura, près Hébron. Apprécions à sa valeur ce touchant effort d'un peuple qui tient de toutes ses forces à son glorieux passé, à ses traditions, à sa loi, et qui affirme son droit à la vie, justifié par des longs siècles d'occupation. Et, cependant, les jugements que l'on a portés, il y a sept ans, sur l'inégalité des progrès réalisés par des arabes et par les sionistes, demeurent valables. Un chrétien de Jaffa nous disait alors : « Pendant que nous faisons un pas en avant, les sionistes en font dix. » Un haut dignitaire de l'Église anglicane nous dit à son tour aujourd'hui : « Les arabes marchent à pied, les juifs se déplacent en avion. » Rien n'est donc changé. Ne voyons-nous pas la preuve de cette inégalité persistante dans la forme différente qu'a revêtue l'effort de guerre parmi les deux populations de Palestine? Les juifs ont développé leurs industries de tissage, cependant que les femmes arabes filaient la laine. Hommes et femmes sionistes se sont enrôlés dans les unités les plus techniques. Les arabes ont grossi des forces de police et donné des gardiens.

Un certain découragement se manifesterait sans doute chez les élites arabes, si elles n'étaient point soutenues à l'extérieur. Plus que jamais, les clans politiques sont divisés et on n'arrive que bien difficilement à les mettre d'accord pour désigner un unique représentant chargé, auprès de la Ligue arabe, de la défense de leurs intérêts (1). Le parti de la résistance armée a été découronné par le départ à Berlin et dans les pays de l'Axe, du grand muphti Amin El Huseini, de ses parents et de ses amis. Si quelques déportés nationalistes sont revenus, par faveur, du Kenia, ils n'ont eu guère à s'agiter puique le gouvernement britannique leur apparaît comme favorable. La famille Nachachibi continue de collaborer avec la puissance mandataire... Un vieux leader chevronné comme Awni Abd El Hadi, le chef du parti de l'indépendance, se contente de dire que, lorsque les Anglais aboliront le Livre Blanc, le bon peuple de Palestine, si misérable soit-il, privé d'armes et de moyens d'action, descendra dans la rue et courra, s'il le faut, au-devant du massacre pour défendre ses droits sacrés sur un territoire qu'il n'abandonnera jamais parce qu'il renferme des mosquées et des tombes. Mais on comprend bien que ce sacrifice ne sera pas efficace par lui-même, qu'il donnera seulement au monde musulman tout entier l'occasion d'intervenir.

La collaboration officielle reste bien difficile entre arabes et juifs, comme on le voit, au sein de la commission municipale de Jérusalem, lorsque la

---

(1) Notons cependant qu'il vient de se reconstituer, depuis dix ans, un Conseil de la communauté arabe dans lequel tous les partis se sont mis d'accord pour une équitable représentation. Cette entente révèle l'ampleur du péril et l'âpreté de la lutte.

mort soudaine du maire arabe fait rebondir la querelle entre sionistes, chrétiens et musulmans. Épisode inévitable d'un conflit local que l'arbitrage britannique limite aisément en faisant intervenir des solutions d'attente. Mais on conçoit mal comment, dans l'avenir, la collaboration judéo-arabe pourrait jamais s'affranchir d'un arbitrage ou même d'une tutelle. Au fond d'eux-mêmes, sionistes et arabes pensent que la présence des Britanniques n'est pas la plus mauvaise. Le *statu quo*, si imparfait soit-il, pourrait donc durer, et il n'est pas impossible de continuer à tenir égale la balance si l'on ne s'en tient qu'aux éléments locaux du conflit.

Les sionistes affirment, et sans doute n'ont-ils pas entièrement tort, que les relations des juifs et du petit peuple arabe sont bien meilleures que celles qui s'établissent avec la bourgeoisie. Dans la vie courante, on voit se multiplier des gestes d'entr'aide et se développer une solidarité qu'impose d'ailleurs l'économie du pays. L'*Histadrout* parvient aussi à attirer les employés arabes des chemins de fer et des grands hôtels, qui acquièrent par là même des avantages matériels importants. Des stations expérimentales d'agriculture, des œuvres d'assistance sociale et sanitaire, qui sont aux mains des juifs, étendent généreusement leurs bienfaits aux musulmans et aux chrétiens. On voit même des employés arabes, souvent d'origine bourgeoise, s'adonner à l'étude de l'hébreu moderne. Il est vrai que cet effort se justifie par le profit qu'ils en retireront dans leur carrière. C'est donc avec une forte apparence de raison que les sionistes peuvent reprocher à tous les observateurs étrangers et aux faiseurs de plans, qui viennent dire leur mot sur l'avenir de la Palestine, de compliquer à plaisir le problème. Mais le sionisme ne s'appuie-t-il pas lui-même sur toute une diaspora? Et la petite Palestine arabe ne fait-elle pas partie, elle aussi, de la chaîne vivante des pays d'Islam qui la tiennent par la main, comme pour la sauver ?

Quoi qu'il en soit, les statistiques donnent pleinement raison aux sionistes, lorsqu'ils affirment que leur présence tend à favoriser, sur place, l'élévation du niveau de vie des arabes. Le sionisme a tout d'abord rendu possible un rapide accroissement de la population islamo-chrétienne. Celle-ci s'est accrue de 100 p. 100 depuis 1921, en partie par le jeu de la natalité, tandis que le nombre des Juifs s'augmentait surtout par l'immigration. On voit aussi se dessiner dans l'ensemble du territoire, affecté par le développement économique du sionisme, d'importants déplacements de population. Le désert et la steppe se vident peu à peu, leurs habitants nomades ou sédentaires affluant au voisinage des centres juifs, où se développe une économie moderne. Le Negeb a perdu, en quinze ans, 50 000 habitants, qui font place nette pour la future colonisation juive. La Transjordanie et le Hauran envoient leurs fils vers les villes et les ports. Même dans les

pays de vie sédentaire facile, comme Hébron et Bethléem, on observe une légère diminution du nombre d'habitants, ce qui, compte tenu de l'augmentation naturelle, fait apparaître l'existence d'un mouvement important d'émigration. Par contre, dans la zone de Jaffa et de Ramallah, près des établissements juifs, le nombre d'arabes est passé de 42 300, en 1922, à 126 000, en 1939. A Jaffa, les 27 000 habitants des premières années sont devenus 68 000. Il serait facile de conclure, et les sionistes s'y hasardent aisément, que le Home national juif fait le bonheur de la Palestine arabe. En réalité, la différence considérable de potentiel économique des deux races est telle, que l'une est destinée infailliblement à asservir l'autre en la reléguant dans une position inférieure d'auxiliaire ou de bénéficiaire inerte des biens produits par la collectivité la plus vigoureuse. Les grands plans de colonisation et d'équipement industriel viendront encore accélérer une décadence inévitable. La Palestine arabe serait perdue... si elle était seule.

La résistance concertée des arabes.

Si le sionisme ne progresse en Palestine qu'avec l'appui de la diaspora tout entière, la résistance arabe palestinienne ne peut se poursuivre qu'avec l'appui des pays arabes voisins et celui du monde de l'Islam dans son ensemble. Il faudrait pouvoir, par la pensée, séparer ici les deux formes d'union et d'entr'aide que sont les solidarités constituées par l'Islam et le Panarabisme, bien que ces deux mouvements se trouvent le plus souvent intimement unis et conjuguent leur action.

L'appel aux forces collectives de l'Islam a été lancé pour la première fois par le Grand Muphti de Jérusalem, Amin El Huseini, lors du congrès musulman de Jérusalem, en 1931. Il se proposait alors, on s'en souvient, d'édifier, en face de l'Université hébraïque de Jérusalem, une grande Université de l'Islam qui aurait symbolisé l'esprit de résistance dans la cité. Il faut en effet se rappeler qu'aux yeux des musulmans Jérusalem se place aussitôt après La Mecque et Médine, dans la hiérarchie des grandes villes religieuses. Dans les années qui ont suivi, le nationalisme a joué un rôle plus important que la religion dans la conduite d'une action concertée contre le sionisme ; cependant, la propagande antijuive de l'Allemagne et de l'Italie, diffusée dans les masses islamiques, a réveillé dans les masses populaires de vieux ferments de haine qui trouvent leur origine dans l'histoire des premières années de l'Hégire lorsque le Prophète Mohammed était en lutte avec les juifs de Médine et de Khaïbar. Cette propagande a rencontré aux Indes et en Malaisie, en Afrique du Nord même, un accueil si favorable qu'elle a rendu prudentes les nations

libérales. C'est cette réaction qui a obligé en 1939, nous l'avons dit, le gouvernement britannique à promulguer les règles sévères du Livre Blanc. Il reste que, la guerre passée, l'opinion islamique, en général, demeure infiniment sensible à tout ce qui touche à l'Islam palestinien. Le roi de l'Arabie intérieure, Abel Aziz Eben Seoud, protecteur des villes saintes, s'est fait, depuis dix ans, l'avocat des droits sacrés de l'Islam sur la terre convoitée par le nationalisme juif. Sa voix a été d'autant mieux entendue aux États-Unis, ces dernières années, que de grandes compagnies de pétrole américaines s'efforcent d'obtenir de lui des concessions nouvelles (1).

L'intervention du panarabisme dans le conflit a été apparente par le rôle que la Grande-Bretagne a fait jouer aux rois arabes de l'Orient, pendant la grande crise insurrectionnelle, en 1937, afin d'obtenir un apaisement momentané de la guerre des bandes et de faciliter ainsi un examen objectif du problème par les grandes commissions d'enquête britanniques. Le congrès nationaliste de Bloudane, la ville d'estivage syrienne, qui s'est tenu en 1937, devant un observateur attentif du D. N. B., seul témoin occidental de ces agapes politiques, a rassemblé de nombreux notables des pays arabes pour les encourager à mieux coordonner la lutte. La période de guerre et la lourde occupation britannique n'ont point permis, jusqu'en 1943, l'expression des sentiments collectifs, mais à peine l'Afrique avait-elle cessé d'être un champ de bataille, que les forces arabes s'unissaient à nouveau dans un grand esprit de libération qui devait commencer par diriger son opposition contre la France et contre le sionisme. Les malheureux événements du Liban et l'appui sans limites donné par la Grande-Bretagne et les États-Unis à la thèse nationaliste libanaise avaient déjà permis d'entrevoir ce que pouvait être contre un adversaire désigné la réaction solidaire de tous les pays de la péninsule. L'Iraq et surtout l'Égypte surent tirer de l'appui ainsi donné au Liban contre la France un grand prestige devant l'opinion.

Le cercle de « l'Alliance arabe », fondé pendant la guerre au Caire par Fouad Abaza, devait fournir la première ébauche de cette Ligue arabe que fit connaître au monde, en octobre 1944, le protocole d'Alexandrie. La rédaction définitive des statuts de la Ligue arabe prenait corps en mars 1945. A défaut d'un véritable pacte d'unité, il s'instituait désormais une consultation collective fréquente des ministres des Affaires étrangères des pays arabes du Proche-Orient, dans des conditions éminemment favorables à une action commune. On peut observer, à ce stade d'organisation,

---

(1) Le *New-York Times* (19-10-45) vient de publier une lettre fort vigoureuse du roi Eben Seoud au Président Roosevelt (10 mars 1945) revendiquant la Palestine pour les arabes, les Chanaéens, premiers occupants avant les juifs, étant de race arabe, et la domination historique du pays par Isrël ayant été éphémère.

que, si les parties constituantes sont faibles, le bloc qu'elles composent peut avoir un poids bien supérieur à celui des éléments qui le forment. C'est qu'en effet la solidarité ainsi établie, avec les encouragements des coloniaux britanniques, fait appel à des forces historiques ou religieuses ; elle reconstitue le vieil empire arabe, dont le souvenir survit dans la conscience des peuples demeurés, jusqu'à ces dernières années, dans un état social médiéval, inchangé depuis dix siècles. Ajoutons que les forces collectives de l'Islam, qui ne sont pas toutes favorables à une collaboration avec l'Occident, se regroupent aussitôt dans les cadres qu'on leur offre, peut-être imprudemment. L'ensemble du système connu sous le nom de Ligue arabe ne présente donc avec les « Ententes régionales » mises à la mode par notre politique internationale que des analogies purement extérieures. L'union arabe se fait nécessairement d'ailleurs contre les adversaires de l'extérieur, pour cette raison même qu'elle est intérieurement faible et que, laissée en présence d'elle-même, elle ne rassemblerait que des ferments de division, des rivalités de princes, des jalousies économiques et des orgueils insatisfaits, capables de la dissoudre en peu de temps. Comme le sionisme se nourrit de la persécution dirigée dans la diaspora contre les juifs, l'arabisme se renforce dans une lutte ardente contre le « colonialisme » et l' « impérialisme » sous toutes leurs formes et dans n'importe quel pays. Il a besoin d'adversaires. Les juifs lui rendent donc le service de justifier son existence.

Ainsi constituée, la Ligue répond, nous assure-t-on, au vœu de la politique britannique, qui chercherait avant tout, en Orient, à mieux unifier les forces dispersées des arabes pour les conduire plus aisément sur le chemin de la politique impériale. Une cohésion plus grande favoriserait, estiment les grands spécialistes, la défense du Proche-Orient contre un ennemi extérieur. Elle s'accorderait avec les grands plans économique du *Middle East Supply Center*, organisation économique puissante qui a établi le monopole des importations à l'intérieur du bloc du sterling. Ajoutons enfin que l'empirisme britannique, se trouvant en présence d'une tendance naturelle aux peuples arabes, aurait décidé une fois de plus d'accepter l'inévitable et de se servir sans hésiter d'une force moderne qu'il vaut mieux canaliser à son profit qu'endiguer au risque d'être submergé. Les grands coloniaux anglais d'Orient, ceux que l'on appelle les « généraux du pétrole », ceux de la Cité ou les colonels de la radiodiffusion, les Longgrig, les Spears, les Sterling, les Marsack, ont pensé assurément avec sincérité qu'en unissant les arabes contre les ennemis de l'extérieur, fussent-ils les Français ou les juifs, ils consolidaient la Grande-Bretagne, qui n'a jamais été plus respectée en raison de sa force militaire et du respect qu'elle témoigne à l'Islam. Ainsi les affaires des sociétés seront-elles, en l'espèce, plus prospères, et les exportateurs de

l'*United Kingdom Commercial Corporation* connaîtront-ils plus de succès. Il restera au *British Council* à s'emparer des esprits, comme l'avaient fait si habilement depuis cinquante ans les français auxquels on décide de se substituer. Politique qui entraîne, il est vrai, des inconvénients dont on n'est pas bien certain qu'ils ne dépassent les avantages. Qui vivra verra.

Cependant, sur le terrain diplomatique, les forces de l'Union arabe se manifestent activement. Dans les conférences internationales, on verra voter tous ensemble ces États arabes indépendants qui n'obéiront pas toujours au mot d'ordre de la politique britannique, mais présenteront un front unique contre les étrangers, quels qu'ils soient. Les ministres des diverses légations arabes se renseigneront mutuellement et une action solidaire sera esquissée aux États-Unis même, pour répondre à la pression des juifs des États-Unis sur leur gouvernement, en faveur du sionisme. D'autre part, les progrès de la solidarité arabe favoriseront des réactions xénophobes ou antijuives dans les pays d'Islam, dont les affaires de Palestine fourniront le prétexte. En Égypte, ce sera d'abord le mouvement des « Frères Musulmans » Ikhwan el Mouslimin, qui réveillera dans les masses la haine du peuple musulman contre les étrangers qui vivent sur son sol. Bientôt, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration Balfour, suivront de violentes attaques, au Caire et à Alexandrie, contre les étrangers et les juifs, et un massacre à Tripoli de Barbarie d'une centaine de juifs autochtones. On jette volontiers le voile sur ces manifestations de désordre qui sont pour l'avenir d'un mauvais présage. Insistons cependant.

Il conviendrait ici de signaler le caractère particulier des troubles antijuifs qui peuvent se développer en pays d'Islam contre des populations paisibles et jusqu'alors tolérées sous la protection assez libérale des traditions et des lois musulmanes. Tous les observateurs de l'Orient le savent bien : le massacre des juifs prend une allure toute différente d'une insurrection contre la puissance chrétienne. Dans ce dernier cas, la révolte est souvent préparée par de longs conciliabules, par une agitation politique prolongée qui ne se développe qu'avec lenteur. Au contraire, s'il s'agit des juifs, une sorte de haine collective des basses classes de la population se mobilise en un instant avec une brutalité imprévisible et se porte aux plus horribles excès, invoquant pour la circonstance le souvenir des vieilles luttes du temps du Prophète. Les malheureuses populations ainsi atteintes sont celles qui, depuis de longs siècles parfois, ont établi leur foyer dans les États orientaux, résistant avec une foi profonde et une extraordinaire cohésion aux pressions politiques, sociales et religieuses auxquelles elles étaient soumises. Ainsi vivaient naguère assez heureux 100 000 juifs d'Iraq, maîtres du commerce et de la banque ; 10 000 juifs de Syrie, s'efforçant de passer inaperçus parmi les autres artisans et commerçants des villes ;

60 000 juifs d'Égypte, au Caire, à Alexandrie, souvent riches et honorés, s'efforçant de se comporter en bons citoyens égyptiens; 30 000 juifs misérables du Yémen, dont beaucoup, il est vrai, se dirigeaient depuis vingt ans déjà vers la Palestine. Ajoutons encore 30 000 juifs en Tripolitaine, 70 000 en Tunisie, 140 000 en Algérie, 170 000 au Maroc, bénéficiant, dans ces trois derniers pays, de la protection de la France ou même des droits de la pleine citoyenneté française. On peut se demander si toute cette diaspora des pays d'Orient n'est pas promise, par l'extension du conflit judéo-arabe, à des persécutions qui remettront en cause son sort fragile. Ne verra-t-on pas, du même coup, tandis que le judaïsme et l'Islam entreront en guerre, s'esquisser, dans chacun de ces pays d'exil, de nouveaux mouvements d'émigration vers Eretz Israël, dont le résultat final ne fera d'ailleurs qu'aviver la force du conflit.

Peut-être les sionistes devraient-ils réfléchir davantage aux conséquences tragiques pour leurs frères d'Orient d'un combat que suscite le développement trop rapide de leur entreprise. Mais, s'ils y pensent assurément, pareilles perspectives ne sont peut-être pas de nature à les faire hésiter en toutes circonstances. Naguère, des missionnaires chrétiens d'Orient, qui se trouvaient trop peu nombreux dans leur communauté pour mener la tâche d'évangélisation qui est la leur, se laissaient aller parfois à désirer qu'une persécution religieuse, en France, leur fit venir des renforts de la métropole. De même, il n'est pas certain que les dirigeants sionistes n'appellent de leurs vœux secrets des persécutions de la diaspora. Elles vaudraient à la terre d'Israël l'entrée d'un peuple innombrable de réfugiés. C'est ici que s'observe la collusion du sionisme et de l'antisémitisme. Aux États-Unis, comme en Algérie, les adversaires des juifs se montrent les plus disposés à encourager l'émigration en Palestine. Et inversement, on promenait, au carnaval de Pourim à Tel-Aviv, en 1934, un mannequin qui représentait Hitler comme le grand bienfaiteur du sionisme, parce qu'il avait enrichi la Palestine de 100 000 immigrants. « N'estimez-vous pas, vont jusqu'à nous dire les chefs de l'Agence juive, que nous sommes insupportables partout, sauf dans notre pays, là où, débarrassés du complexe d'infériorité, nous devenons capables d'entreprendre librement de grandes choses? » Cette alliance contre nature des juifs nationalistes et de leurs ennemis pose au sionisme ses limites. Il n'est fait que pour les pays de juifs malheureux et traqués. Peut-être prépare-t-il le malheur de ceux qui ont trouvé un asile paisible dans un pays dont ils ont adopté la foi nationale.

Quoi qu'il en soit, la puissance collective des réactions de l'arabisme et de l'Islam est impossible à mesurer. C'est elle qui a suffi à faire promulguer. par la Grande-Bretagne, en dépit des résistances intérieures, la dure légis-

lation du Livre Blanc. C'est par crainte de ne pouvoir la vaincre en plein combat que Churchill a fait litière de ses sentiments de sympathie à l'égard du Home national, pour mieux gagner la guerre. Aujourd'hui, dans une situation internationale troublée, c'est cette menace encore qui paralyse les travaillistes anglais, Attlee et Bevin, qui, parvenus au pouvoir, seraient tentés peut-être d'oublier leurs promesses solennelles en faveur d'une libre immigration en Palestine. Il n'est pas sûr que la force destructive des solidarités orientales, hostile à tout impérialisme européen, se limite à créer ces difficultés. C'est sur ce point qu'on mesure la part d'erreur faite dans les calculs trop simples des habiles politiques du *Colonial Office* qui ont joué le rôle d'apprentis sorciers.

La politique des puissances

Par malheur, la Palestine, disputée entre les juifs et les arabes, est aussi une partie de ces terres du Proche-Orient dans lesquelles les trois grandes puissances du monde ont engagé une lutte sans trêve. Chacune d'elles désire aujourd'hui assurer pour ses besoins le contrôle des communications, la possession des ports, la maîtrise des marchés, la concession d'une part aussi large que possible des immenses réserves de pétrole récemment découvertes. Pour cette raison, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Russie n'ont pas à l'égard du conflit judéo-arabe une attitude dictée simplement par des considérations idéologiques, mais tiennent compte en même temps, et souvent avant tout, de leurs propres intérêts dans les domaines militaire, politique et économique.

Sur place, la Grande-Bretagne s'efforce sagement de prévenir toute reprise de l'insurrection qui, avant la guerre, a désolé la Palestine pendant trois années. Le haut-commissaire Sir Harold Mac Michael s'efforçait de démontrer qu'il n'avait à régler à Jérusalem qu'un « petit problème particulier », celui de la sécurité et de la coexistence pacifique de deux peuples hostiles sur un minuscule territoire. Pour résoudre le « problème local », un véritable réseau d'occupation militaire avait été créé par ses soins pour abriter, de vingt en vingt kilomètres, dans des casernes aux murs épais, des forces de police prêtes à intervenir au premier signal. Celles-ci, qui disposent d'un matériel moderne, se composent d'éléments européens, britanniques surtout, renforcés à l'occasion par des musulmans et des juifs. Placée sous cette chape de plomb, la Palestine judéo-arabe ne peut plus guère donner libre cours à ses réactions violentes. Des grèves, des cortèges dans les rues, des attentats sur les voies ferrées, des coups de main isolés de quelques audacieux et aussi, hélas ! à l'occasion, des attentats impitoya-

bles contre des fonctionnaires regardés comme hostiles, tels sont désormais les signes discrets et presque toujours isolés d'une forte tension intérieure. Rien qui puisse, semble-t-il, vraiment mettre en danger l'ordre public sur de vastes espaces. L'aspect « local » du conflit lui enlève donc un peu de son importance.

Quelle politique suivra demain la Grande-Bretagne à l'égard du sionisme? Il suffit de lire les nombreux articles des journaux et des revues que publie la presse anglaise où d'écouter la radio pour constater que les thèses les plus opposées se heurtent. Les héritiers de lord Balfour proposent le *Commonwealth* juif ou l'état bipartite. Certains mêlent à l'idéalisme une vue lointaine de leurs intérêts. Ils affirment que l'empire britannique trouverait dans le sionisme satisfait un point d'appui extrêmement solide qui garantirait des bases militaires. L'État juif n'accepterait-il pas volontiers la présence indéfinie de forces impériales considérables de sécurité qui sont nécessaires à la protection de la route des Indes et à la défense du pétrole du Proche-Orient ? Il est bien certain, au contraire, que les arabes n'auront de cesse qu'ils n'obtiennent demain le départ dés armées étrangères, si le sol leur appartient. Or la guerre a prouvé, disent les amis des juifs, qu'à l'heure du danger le sionisme offrait un appui plus sûr que les arabes.

Nous avons dit, par contre, l'opposition des coloniaux britanniques qui mettent tous leurs espoirs dans la collaboration étroite de la Grande-Bretagne et de l'arabisme, persuadés ainsi qu'ils apporteront à leur pays le monopole indéfini des importations et le soutien de 40 millions de musulmans. Peut-être les croient-ils capables d'épauler solidement la résistance qu'on devrait maintenir demain, au prix d'un immense effort, dans les montagnes d'Iraq et d'Iran contre un envahisseur puissant venu du nord.

Mais, d'autre part, les considérations d'intérêt ne sont pas seules à jouer leur rôle. En même temps, le sentiment obscur d'une réparation due aux juifs pour leurs malheurs passés depuis de longs siècles et au cours de ces années de guerre assiège la conscience d'un peuple protestant, habitué, par la lecture de la Bible, à méditer sur le peuple d'Israël dans le cadre historique palestinien.

Au cours de l'été 1943, lors de la conférence annuelle du *Labour Party*, une résolution affirmait la nécessité qui s'imposait à la Grande-Bretagne de faire plein usage de la capacité d'absorption de la Palestine en faveur de nouveaux immigrants et de développer les pays désertiques à leur profit. On conçoit que la prise du pouvoir par les travaillistes ait éveillé chez les sionistes un grand espoir. Aussi la déception est-elle grande en apprenant la récente déclaration de Mr. Bevin en faveur de l'entrée, à titre provisoire il est vrai, d'un très faible contingent d'émigrants, 2 000 seulement par mois, jusqu'au moment où une commission mixte anglo-américaine aura

permis de déposer des conclusions plus nettes sur le problème de l'immigration. Quant à l'État juif lui-même, les dernières déclarations du Premier britannique font connaître qu'il n'est pas dans son intention de transformer le Home national en un véritable État. C'est donc seulement sous la forme d'un état bipartite que devrait bon gré mal gré se poursuivre, pendant les années qui viennent, l'effort des peuplements juifs d'Eretz Israël. Il est facile de comprendre par ce qui précède quelle peine auront les dirigeants du sionisme à conserver la fidélité des masses sionistes au principe du mandat de la Grande-Bretagne. Plus que jamais, des yeux vont se tourner vers l'Amérique, seul espoir d'un avenir riche en espérances. Trouvera-t-on de ce côté un appui aussi ferme qu'on le souhaiterait et, surtout, une ferme volonté gouvernementale d'assumer des responsabilités directes?

Aux États-Unis, pendant de longues années, la résistance de nombreux juifs eux-mêmes à l'égard du sionisme s'affirmait au sein du « Conseil américain pour le judaïsme », dont l'influence égalait alors celle des autres associations favorables au Home national. Mais les persécutions d'Europe et la perspective d'une nouvelle immigration juive en Amérique, qui risquerait de provoquer dans les masses américaines une réaction hostile, ont modifié cette attitude initiale d'opposition (1). L'antisémitisme américain lui-même s'est, lui aussi, montré plutôt favorable au sionisme. Les résolutions prises à cette période de la guerre, lors du Congrès juif de septembre 1943, demandent l'abrogation du Livre Blanc, la liberté de l'immigration dont le contrôle serait remis à l'Agence juive et la création de comités d'assistance. Deux organisations fort actives se créent alors : l'*Emergency Council* intéresse à la cause palestinienne les milieux américains démocrates et républicains ainsi que la Présidence, l'*United Palestine Appeal* recueille des fonds, qui s'élèvent, pour l'année 1945, à 32 millions de dollars.

Les grands partis politiques, entraînés par cette propagande, prennent position d'une manière nette dès le mois de décembre 1942, et le sénateur Wagner, de New-York, rédige alors, au nom d'un grand nombre de députés et de sénateurs, un projet de résolution en faveur de l'État juif. Au début de 1944, lorsque s'amorce la campagne électorale, les deux partis, démocrate et républicain, déposent à la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants un projet de résolution en faveur de l'immigration libre en Palestine. Il faut la pressante intervention du ministre de la Guerre qui, sur la foi des conseillers techniques, redoute des complications en Orient, pour que la discussion de ce projet soit remise à une période plus favorable. Le président Roosevelt ne s'en décide pas moins, en mars 1944, à publier une déclaration fort nette de sympathie à l'égard du sionisme palestinien.

(1) De même, en France, les dirigeants de l'Alliance israélite universelle ont cessé d'être défavorables au Home national.

Lors de la visite aux États-Unis des deux fils du roi Eben Seoud, des indications sont données à la presse pour que toute allusion au sionisme et au conflit judéo-arabe soit, autant que possible, évitée afin de ne point troubler l'atmosphère des négociations économiques ni les concessions de pétrole que l'on sent importantes. Le *State Department* semble aussi fortement influencé par des conseillers qui se rallient aux vues anglaises des « généraux du pétrole » et qui prennent leur inspiration dans les milieux de l'Université américaine à Beyrouth, si favorable à l'arabisme. Ils peuvent invoquer, d'ailleurs, en faveur de leur thèse, le mauvais accueil fait en octobre 1944 à une mission américaine en Palestine et dans le Proche-Orient par des nationalistes arabes mécontents des déclarations du président Roosevelt ainsi que d'innombrables télégrammes de protestations venus d'Orient.

Mais le gouvernement américain, quelle que soit l'influence qu'exercent sur les bureaux les techniciens, ne peut imposer silence à l'opinion. Un débat s'engage à nouveau au Sénat américain, le 2 octobre 1945, et des hommes politiques des deux partis rappellent les promesses faites au cours de la guerre aux sionistes. La presse insinue même « que le fait pour la Grande-Bretagne de ne pas tenir les promesses du Labour Party pourrait avoir des répercussions sur les négociations financières entre la Grande-Bretagne et les États-Unis ». C'est le président Truman lui-même qui écrira à M. Attlee pour lui demander le libre accès à la Palestine de 100 000 réfugiés d'Europe centrale.

Il faut, d'autre part, attirer l'attention sur le courant d'idées qui se fait jour aux États-Unis sur la nécessité, pour ce pays, d'adopter à l'égard de l'Orient une politique vigoureuse d'intervention indépendante qui brise le plus tôt possible le groupe du sterling, si minutieusement constitué par la Grande-Bretagne pendant la guerre (1). Peut-être est-ce là le signal d'une âpre rivalité anglo-américaine qui risque bien d'aviver le conflit opposant l'opinion américaine aux vues prudentes du gouvernement anglais à l'égard du sionisme. Si, comme on l'envisage outre-Atlantique, le golfe Persique peut devenir, en raison de ses immenses ressources de pétrole, « le centre d'une nouvelle civilisation industrielle », si l'Arabie, la Syrie, la Palestine recèlent également des trésors aussi précieux, l'Amérique se trouve alors engagée par ses intérêts dans une grande œuvre de transformation économique du Proche-Orient. Il lui faut avoir ses bases, visibles ou non, au fond de la Méditerranée. Elle doit rechercher des points d'appui, s'emparer du commerce, traiter, discuter avec les États arabes sur le plan économique d'abord, en attendant de faire davantage et de conduire elle-même sa propre politique, sans tenir compte des « empires » des autres. Et qui donc pourrait

(1) Lire surtout l'article de Landis, dans *Fortune*, septembre 1945.

mieux servir ce grand jeu qu'un million de sionistes, solidement attachés sur place, habitués au climat, disposant d'innombrables moyens d'investigations ? Comment les sionistes, s'ils étaient mécontents de la Grande-Bretagne, ne serviraient-ils pas la grande démocratie occidentale, au sein de laquelle ils possèdent des frères puissants et riches qui soutiennent leurs efforts ?

La presse sioniste évoque précisément l'existence de 45 000 jeunes juifs américains qui se disposeraient à revenir, eux aussi, sur la terre des ancêtres. Gageons que beaucoup d'entre eux n'aspirent point à coloniser le Negeb, mais plutôt à servir en qualité d'ingénieurs et de commerçants, favorisant une expansion économique de nature à résoudre pour toujours le problème palestinien dans le nouveau monde oriental, sous l'égide du grand capitalisme américain. Simple hypothèse d'ailleurs, car, devant une rivalité anglo-américaine, le sionisme officiel aurait beau jeu à retrouver, en Grande-Bretagne même, des appuis qui, on le voit, se dérobent aujourd'hui. Nous sommes ici dans le domaine mouvant de l'empirisme anglo-saxon. Il est bien loin d'être certain que les deux grandes puissances se hasardent aux difficultés d'une rivalité économique, car, sur le sommet des montagnes de l'Iran, dans l'Azerbaidjan kurde, on peut apercevoir dès aujourd'hui les légions russes.

Quelle est l'attitude des Soviets devant le sionisme ? Prendront-ils le parti des nationalistes juifs ou celui de l'arabisme ?

Aux yeux des sionistes, la politique russe à l'égard des juifs a été un échec, selon la logique de la doctrine des Soviets. Sans doute, l'antisémitisme a-t-il disparu de l'Union soviétique. Les juifs occupent des postes, élevés ou modestes, sans qu'aucune discrimination soit jamais faite contre eux. Mais l'expérience de Biro-Bidjan, le minuscule petit État autonome juif de Sibérie orientale, n'a jamais pu réunir que 20 p. 100 de juifs, à peine 20 000 âmes. C'est vraiment trop peu pour qu'on puisse dire que le peuple juif a bénéficié, dans l'immense Empire russe, des mêmes avantages que toutes les autres nationalités, auxquelles on a si généreusement accordé un foyer autonome. Seuls donc parmi tous les autres peuples, les juifs russes se trouveraient condamnés à disparaître en tant que communauté nationale. En même temps, les dirigeants russes, même lorsqu'ils étaient juifs d'origine, comme les directeurs du ministère chargé de ces problèmes, le *Yevssektzia*, ont témoigné depuis vingt ans au sionisme palestinien une aversion profonde que seules les épreuves de l'offensive allemande devant Moscou ont pu modifier. C'est avec émotion qu'en août 1941 les sionistes de Palestine ont écouté l'appel lancé de Moscou aux juifs du monde entier pour qu'ils prennent leur part de la lutte commune. Une réponse chaleureuse leur a été faite aussitôt et toutes les occasions ont été saisies depuis

pour maintenir un contact amical avec le gouvernement des Soviets. Une « Ligue de la Victoire » a procédé à des quêtes qui ont donné 10 000 livres palestiniennes envoyées à Moscou. Par deux fois, trois ambulances entièrement équipées ont été mises à la disposition de l'Armée rouge ; des échanges de graphiques et de documentation de propagande ont été organisés de part et d'autre ; encore le stand sioniste a-t-il dû se contenter d'une exposition à Téhéran.

Il semble bien que ces politesses n'aient pas été suivies de gestes précis. On a espéré, pendant toute l'année 1944, l'établissement d'un consul général russe à Jérusalem ou à Tel-Aviv ; mais les visites successives de M. Maisky ou celles de M. Sultanov du Caire ou de diplomates venus de Turquie n'ont en rien modifié l'attitude d'expectative extrêmement prudente de Moscou à l'égard du Home national. On veut espérer encore aujourd'hui que les analogies de la structure sociale et économique entre la Russie soviétique et la Palestine juive, à tendance fortement socialiste ou communiste, joueront leur rôle plus tard dans un rapprochement officiel ; on souhaite surtout qu'un jour Moscou desserre l'étroit contrôle exercé sur les réfugiés juifs de Pologne et d'Europe orientale, près d'un million, dit-on, et que puisse reprendre le grand courant d'émigration arrêté depuis vingt ans. C'est un espoir auquel ne renoncent, pas en Eretz Israël, tant de sionistes de la première émigration, venue des pays slaves, où ils ont laissé derrière eux des frères malheureux.

C'est avec un secret dépit mêlé d'inquiétude que les dirigeants de l'Agence juive observent l'attitude des arabes palestiniens à l'égard de la Russie nouvelle et les espoirs que certains d'entre eux peuvent concevoir des aspects de la politique nouvelle de Moscou. Certes, l'Islam arabe demeure toujours aussi imperméable à l'idéologie communiste. Les partis communistes en formation qui apparaissent en Iraq, en Syrie et au Liban, sont en effet dirigés le plus souvent par des minoritaires kurdes ou arméniens, leurs effectifs sont peu nombreux et ils n'ont que peu de crédit dans des pays dominés par une féodalité terrienne ou bourgeoise. Mais les Églises chrétiennes orientales offrent à la Russie des possibilités de cheminement dans le bloc arabe qui ne doivent pas être sous-estimées. Devant le danger que présente pour les arabes l'État national juif, un chrétien de Jaffa, Aïsa el Aïsi, directeur du journal *Falestine*, lance hardiment, dès décembre 1944, une campagne en faveur de la Russie, redevenue protectrice de l'Église orthodoxe. On se souvient avec nostalgie, chez les chrétiens d'Orient, des riches cadeaux que faisait le tsar aux Églises grecques de jadis. Si l'orthodoxie, restaurée par Staline, retrouve sa force ancienne, elle sera le lien naturel entre les arabes et les russes. Cela est dangereux sans doute, « mais Churchill ne nous a-t-il pas enseigné qu'il fallait, pour vaincre, savoir aller

jusqu'à faire un pacte avec le diable ? » Nous verrons, en effet, en diverses occasions, les communautés grecques orthodoxes de Saint-Jean-d'Acre et de Beyrouth adresser, en 1945, à Moscou, des télégrammes de protestation contre les juifs ou même contre l'ingérence de la Grande-Bretagne à Jérusalem dans les affaires du patriarcat.

La participation des patriarches d'Orient à l'élection du patriarche de toutes les Russies, à Moscou — en avril 1945 — a contribué à resserrer les liens anciens, et la visite de l'élu, le patriarche Alexci, a pu les consolider encore. La restauration de l'Église russe est un événement si considérable dans le monde oriental, qu'il a provoqué jusqu'en Égypte des manifestations inattendues de sympathie de la part du haut clergé des rites unis à Rome. Enfin, la récente nomination à Jérusalem du nouveau patriarche arménien orthodoxe, Mgr Israelian, originaire de l'Arménie soviétique, a pu apparaître comme un nouveau succès russe.

Si, dans l'avenir, la rivalité russo-anglo-saxonne devait s'exaspérer dans ces régions de l'Orient, il est facile de comprendre que le conflit judéo-arabe risquerait de donner, aux adversaires en présence, des alliés naturels. Les sionistes se placeraient volontiers aux côtés de l'Amérique ; les Russes utiliseraient habilement les réactions arabes, sans s'engager directement. La position politique de la Grande-Bretagne, tiraillée entre les deux tendances adverses, serait plus malaisée que jamais et l'on comprend l'hésitation des travaillistes britanniques à apporter une solution précise au conflit palestinien. La querelle des pétroles, à laquelle se mêlent arabes de la côte, kurdes, iraniens, arabes bédouins, sionistes enfin, n'apporte malheureusement aucun adoucissement aux difficultés présentes, car chacun de ces peuples peut menacer, s'il est mécontent, la sécurité des fragiles pipe-lines dirigeant vers les ports, à travers le continent, le précieux liquide.

L'impérieuse solution.

Si l'on ne considère que les aspects locaux du conflit judéo-arabe en Palestine, peut-être est-il permis d'affirmer que les perspectives d'avenir sont aujourd'hui moins sombres qu'en mars 1939, lorsque la Grande-Bretagne marquait, par la publication du Livre Blanc, son intention de mettre un terme à l'expérience du Home national juif, en stabilisant ce dernier sur les positions qu'il avait acquises depuis vingt ans. Il est bien vrai que la ferveur qui pousse les juifs malheureux, dispersés à travers le monde, à venir chercher un abri sur la terre des ancêtres est plus intense que jamais. Mais en raison même des destructions inhumaines, sans précédent dans l'histoire, qui ont atteint la diaspora d'Europe, ce ne sont plus guère au total que quelques centaines de milliers d'immigrants qui viendraient coloniser, selon

les plans du Dr Lowdermilk, les déserts du Sud. En dehors de l'hypothétique million de juifs, réfugiés dans l'Union des Républiques soviétiques, qui risquent d'être absorbés, de quelques centaines de milliers d'apatrides incomplètement recasés, des pionniers et des techniciens qui viendraient individuellement des États-Unis, on ne trouve plus dans la *Galouth* de quoi peupler la Transjordanie et conquérir les montagnes de Samarie et de Judée. Ce sont donc les plans des sionistes les plus raisonnables qui deviennent seuls réalisables, d'autant qu'ils n'impliquent plus pour les arabes de dépossessions nouvelles. Quant au développement industriel, sur lequel certains émettent des doutes, il sera le fruit du génie pratique si développé des juifs et l'on peut admettre que le problème des prix de revient qui se posera dans les années à venir sera vite résolu par des efforts d'adaptation technique. Il reste à obtenir des arabes une substantielle dérogation aux prescriptions du Livre Blanc, ce qui peut dépendre de la bonne volonté de tous, de la prudence de l'Agence juive, et d'une sagesse, jusqu'à présent inhabituelle, dans les plans des amis intéressés du panarabisme.

Il se peut aussi que le conflit s'apaise si la Grande-Bretagne, demeurée jusqu'à présent puissance mandataire, et les dirigeants du sionisme comprennent que Jérusalem doit être, de la manière la plus évidente pour tous, soustraite à la querelle des deux nations arabe et juive. Jérusalem, cité de Dieu, ville des prophètes, lieu de l'extase finale de Mahomet, dans laquelle le Saint-Sépulcre, le Rocher d'Abraham, la Mosquée d'Omar et le Mur des Pleurs se touchent et se confondent, la ville des trois grandes religions sémitiques qui ont enseigné au monde la foi dans le Dieu unique, Jérusalem ne peut plus être aujourd'hui capitale ni d'un État arabe, ni d'un État juif. Si on parvenait à faire admettre aux deux parties en cause que tous leurs services économiques, administratifs et techniques, leurs bureaux de propagande devraient s'établir sur une terre profane, à Tel-Aviv et à Naplouse, un progrès important pourrait être réalisé dans l'apaisement des esprits. Quant à la réalisation des plans plus ambitieux de l'avenir, elle dépendra assurément de la compréhension et de la modération du nationalisme juif, d'une part, et du sens de compromis que peuvent avoir, dans les périodes heureuses, les peuples arabes, lorsqu'on n'excite pas leurs passions.

Il n'est pas sûr que les sionistes et certains anglo-saxons ne fondent quelque espoir de voir naître la possibilité d'une cohabitation durable, dans l'amollissement qu'apporteraient la richesse et le confort à la bourgeoisie et aux masses arabes. Dans une fédération économique judéo-arabe qu'enrichiraient, dans l'oisiveté, les redevances des compagnies de pétrole les plus-values d'une terre irriguée selon des méthodes modernes, on croit généralement que les nationalismes hostiles s'apaiseraient. N'existe-t-il pas dans le Proche-Orient des exemples de prodigieuses transformations so-

ciales, qui ont conduit, à Bahrein, à Koweit ou à Bassorah, des bédouins jusqu'alors faméliques à utiliser gratuitement des maisons éclairées à l'électricité ou des somptueuses piscines dont les sociétés européennes font les frais. Il n'est pas sûr qu'un tel calcul soit juste. L'oriental, le musulman surtout, sait passer sans difficulté de la pauvreté à l'extrême richesse et inversement. Certains d'entre nous lui reprochent d'être cupide, avide d'argent, mais il est en même temps généreux, fastueux, capable de se conduire avec aisance comme un grand seigneur ruiné. Peut-être est-il moins que nous attaché aux biens de ce monde, et c'est en ce sens qu'il peut nous reprocher d'être, plus que lui, matérialistes. Méfions-nous des réactions de fond de cet Islam puritain et xénophobe qui, tant de fois au cours de l'histoire, est sorti du vieux sol de l'Arabie. La terre des Karmates et des Wahhabites peut engendrer de nouvelles réformes qui proscriront la soie, les liqueurs, la musique. N'est-ce point là l'erreur des faiseurs de plans de l'Orient moderne qui ne font entrer dans la composition des forces que celles qui se mesurent en monnaie, en mètres cubes, en journées de travail ?

Ce qui frappe, en effet, le plus les observateurs désintéressés du grand drame dont la Palestine est le théâtre et dont les acteurs sont, qu'ils le veuillent ou non, tous les États du monde, c'est qu'on ne tient compte, pour imaginer l'évolution des événements, que des forces mesurables des grands empires. Si les forces spirituelles apparaissent par instant dans ces calculs, ce sont celles qui sont les plus dangereuses, celles des nationalismes exaspérés. L'ensemble de l'appareil politique constitue une gigantesque et affreuse machinerie dont les rouages sont destinés à écraser l'humanité souffrante, mieux encore, peut-être, une immense chambre à explosion dans laquelle on accumule en quantités sans cesse croissantes les éléments d'un mélange détonant aux lieux mêmes où le choc des nationalismes contraires doit fournir des étincelles fatales.

Une telle folie, une telle inconscience ne s'expliquent que par la méfiance réciproque et par une inquiétude qui poussent aujourd'hui les Trois Grands à acquérir, chacun pour soi, selon les règles d'un destin fatal, de nouveaux gages de puissance, sans mesurer les conséquences lointaines de gestes qui peuvent aujourd'hui sembler profitables. Les trois convives du monstrueux banquet, servi par des esclaves orientaux, s'observent en mangeant, sans voir peut-être les signes menaçants qu'écrit sur le mur la main mystérieuse qui sait le destin de l'humanité.

Dans de telles conditions, l'avenir de la Palestine est lié avant tout au retour d'une certaine confiance mutuelle qui permettrait de mieux répartir entre les États du monde la charge de veiller à la sécurité de la terre de Palestine, à la fois si grande et si petite, et des pays qui l'avoisinent. Beaucoup pensent aujourd'hui, en Angleterre, que la charge

est devenue trop lourde pour la Grande-Bretagne seule. Ce poids accablant, il ne semble pas désirable que les États-Unis d'Amérique le recueillent à leur tour. Il conviendrait plutôt qu'une assemblée de nations chrétiennes et musulmanes s'employât ici, selon des méthodes appropriées, à conjurer les forces mauvaises. L'idée émise par le Dr Magnes de faire sinon de Jérusalem, du moins de la Palestine, le centre d'une des commissions régionales des Nations Unies semble une des suggestions les plus fécondes qui aient été formulées.

Les nations à elles seules, d'autant plus pacifiques et désintéressées qu'elles pourront par leur histoire être capables de juger avec objectivité des droits des deux parties opposées, ne sauraient cependant suffire à la tâche si elles ne pouvaient compter sur l'appui permanent des grandes influences religieuses dans le monde. L'Islam, en l'occurrence, laissé en tête à tête avec le nationalisme juif, s'échauffe et s'irrite. C'est à la chrétienté elle-même que reviennent l'honneur et le devoir de prendre courageusement sa place entre les deux antagonistes. On est confondu de ne pas trouver, dans les innombrables plans établis par d'ingénieux politiques, la moindre allusion à ce rôle essentiel. Que les Églises romaine catholique, anglicane, orthodoxe, reprennent pour leur ville sainte l'intérêt qu'elles lui montraient au XIXe siècle et renouvellent leur piété pour les Lieux Saints. Que les Églises protestantes s'unissent à elles pour affirmer et développer l'intérêt qu'elles prennent elles aussi aux Instituts bibliques, que les savants, croyants ou non, viennent davantage encore déchiffrer dans les couches les plus anciennes de la terre ce qu'étaient les premiers âges religieux de l'humanité. Que nos savants orientalistes et nos littérateurs enfin, reliant le passé au présent, rattachent les aspirations des peuples de l'Orient moderne à leur histoire. La chrétienté tout entière revenue prendre à Jérusalem la place que lui assigne sa foi et son histoire pourra jouer dans la ville de David son rôle bienfaisant d'arbitre. Alors aussi, il sera plus facile, comme nous le proposions plus haut, de faire accepter par l'Islam tout entier et par la diaspora juive que Jérusalem soit la Ville où le même Dieu soit adoré par les trois grandes familles religieuses fondées jadis sur le sol d'Arabie et non pas la capitale d'une nation moderne.

Peut-être deviendra-t-il par là même plus aisé de faire coexister sur la même terre deux communautés temporelles intimement mêlées l'une à l'autre, mais vivant sous des lois différentes. Le vieil Orient, plus libéral que le nôtre, n'était-il pas familier de symbioses plus étranges ?

L'apport de la France.

Que pouvons-nous apporter en nous mêlant à l'effort collectif des nations pour inspirer la création d'institutions internationales en Palestine ? Tout

d'abord, notre désintéressement, notre sens de l'amitié et de la justice.

A l'égard du sionisme, nous devons être sans préjugés. Certes, la solution qu'il apporte aux juifs malheureux n'est pas la nôtre, elle n'intéresse ni les Français israélites fixés à notre foyer souvent depuis de longs siècles, ni nos juifs africains jusqu'alors si heureux qu'ils n'avaient aucun frère dans le Home national. Nous désirons qu'il en soit toujours ainsi et nous craignons même, disons-le franchement, qu'un jour la constitution d'un État national juif n'ait des conséquences redoutables que nous voudrions prévenir. Mais le Home national, œuvre de foi et de charité, s'est construit au milieu de telles épreuves qu'aucun homme soucieux des valeurs spirituelles ne peut lui dénier le droit à l'existence. L'histoire de notre civilisation montre d'ailleurs qu'à l'égard d'Israël nous avons trop reçu et trop donné pour accepter d'être absents d'une entreprise dans laquelle il s'adonne sans compter sa peine, pour fonder une vie nationale qui est peut-être étrangère à son véritable génie.

A l'égard des musulmans, nos engagements moraux ne sont pas moins importants. Un pacte de fidélité réciproque nous lie à vingt-cinq millions d'Africains du Maghreb et des pays noirs, et nous ne saurions rester indifférents devant ce qui les émeut. Nous agirons donc toujours pour que leur sensibilité religieuse ne soit pas atteinte et qu'ils n'aient pas à répondre à des appels qui leur seraient lancés des villes saintes. Il faut pour cela que rien ne justifie l'émoi qu'une propagande hostile pourrait éveiller dans leurs esprits. Notre solidarité, plus réduite peut-être, avec l'arabisme, nous ne pouvons non plus la renier. Si nous déplorons les excès auxquels le conduisent de mauvais conseillers, n'est-il pas partiellement notre enfant ? Bien que ce soit contre nous qu'il affirme parfois sa force, c'est nous qui avons instruit ses élites, c'est dans notre littérature et dans notre histoire qu'il puise ses exemples, c'est dans notre langue que parlent ses chefs lorsqu'ils veulent s'exprimer en termes modernes d'une manière précise. En dépit d'incompréhensions passagères, dont la responsabilité partielle nous incombe souvent, nombre de nos éducateurs restent profondément attachés à la génération de jeunes arabes qu'ils ont élevée. Les lois xénophobes promulguées en Syrie n'effaceront pas en un jour la discipline intellectuelle que nous avons inculqué libéralement à tout un peuple. Le Liban chrétien, les Églises unies se nourrissent de notre spiritualité. Par mille canaux cachés et profonds, nous pénétrons ainsi l'âme de la civilisation arabe moderne ; il se peut que les généraux anglais des pétroles et de la Cité nous aient rendu grand service en nous affranchissant si complètement des biens matériels. Il nous reste l'esprit et il n'est pas sûr que l'activité du *British Council*, malgré ses efforts récents en Orient, nous le ravisse entièrement.

Enfin, si la tradition de la protection française des chrétiens d'Orient

sait aujourd'hui évoluer et se fondre, comme avant 1919, dans la notion d'une protection internationale plus compréhensive, nous demeurerons en Orient, comme dans le monde entier, aux yeux du monde chrétien, la puissance catholique par excellence. Tant de liens du cœur et de l'esprit, que la politique la plus malheureuse ne peut rompre entièrement, que les erreurs d'un jour ou l'affaiblissement matériel de quelques années ne peuvent faire oublier, font de nous les interprètes les plus qualifiés des aspirations, des espérances et des craintes qu'inspire aux chrétientés orientales une situation menaçante. A l'égal des Trois Grands, et bien souvent mieux qu'eux, nous pourrons écouter et conseiller. Mossoul, Alep, Beyrouth, Damas, Alexandrie, Le Caire, grâce à l'influence des chrétiens instruits et guidés par les religieux français, exercent sur le monde de l'Islam une influence intellectuelle et morale dont on ne peut pas dire qu'elle soit une menace pour la paix.

Cette situation privilégiée, c'est à Jérusalem que nous pouvons l'utiliser dans les conditions les meilleures. Il nous faut pour cela y refaire l'effort — bien léger même pour le budget affaibli d'une nation ruinée — d'y affirmer noblement notre présence. Nos milliers de religieux et de religieuses y vivent encore, mais déjà leurs entreprises vieillissent ou tombent en ruines derrière des façades encore imposantes. Même nos œuvres laïques, si peu importantes soient-elles, végètent dans un abandon que rien ne justifie. Il a fallu le touchant effort d'un religieux dominicain et d'un professeur de l'Université hébraïque de Jérusalem pour maintenir, pendant ces années de guerre, un centre de culture française fondé, il y a dix ans, par la Mission laïque. Comprenons la valeur d'un tel exemple et sachons que des hommes de cœur sont là-bas qui attendent de nous une pensée, un appui. Reprenons notre place séculaire. Nous nous affirmerons ainsi par nos œuvres, notre activité, notre intelligence ouverte sur tous les problèmes. Nous aiderons à Jérusalem la chrétienté à reprendre sa place. Et, comme tout effort porte en lui-même sa récompense, nous rendrons confiance en même temps à tous nos religieux d'Orient, à tous nos missionnaires de la pensée française, qui s'étonnent des contradictions de notre politique orientale et, dans les instants de découragement, se demandent si la France se souvient de leur présence et de l'œuvre accomplie par eux depuis un siècle.

Dans le Conseil Régional qui s'instituerait en Palestine, il conviendrait enfin de ne point limiter à l'apaisement du conflit judéo-arabe l'exercice de notre vigilance. La vie des chrétiens d'Orient, la diffusion de notre culture, le respect des conventions internationales qui règlent l'usage des grandes voies de communication justifieraient, au sein de notre délégation, la présence d'agents habiles et instruits qui bénéficieraient des conseils éclairés des Français d'Orient.

Si de pareils plans, qui feraient aux forces spirituelles, religieuses et intellectuelles la part qui leur revient sur cette terre sacrée, étaient accueillis par ceux qui désirent aujourd'hui travailler efficacement à la paix du monde, la redoutable mêlée des forces contraires en Palestine et dans tout l'Orient connaîtrait quelque trêve. L'esprit se substituerait parfois à la force, la justice à l'équilibre, la sagesse au profit.

Il serait donné au problème juif dans le monde, à défaut de solution définitive, une réponse humaine capable d'apaiser les haines. On ne saurait espérer de remède efficace des calculs matériels de puissance auxquels se livrent ici, depuis quelques années, avec une inconscience tragique, sans voir à quels abîmes ils conduisent les nations, les techniciens de la mise en valeur des pétroles et du panarabisme. Tous ceux qui savent que l'homme obéit parfois à des lois intérieures qui lui commandent de sacrifier le profit à l'honneur, la douceur de vivre à la joie du martyre, tous ceux qui, selon leur foi, « prient en esprit et en vérité », se redisent aujourd'hui, en pensant à Jérusalem, ce que David avait chanté en ces mêmes lieux : « Si Dieu ne construit pas la maison, c'est en vain que travaillent ceux qui la bâtissent. »

Robert MONTAGNE.